Annexe A – Demande de participation

Références :

- Policy for conducting International Competitive Bidding (ICB) – NATO Document AC/4-D/2261 (1996 Edition).
- Loi : Loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité.
- AR1 : Arrêté royal du 23 janvier 2012 relatif à la passation des marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Rubrique 1 – Objet de la demande de participation

- Invitation à l'introduction d'une demande de participation **SHAPE-NCIA N° 24VPA01**
- Objet du marché :

  Fourniture, installation et maintenance d'un scanner de camions, avec détection de la présence d'éléments radiologiques, à mettre en œuvre dans le cadre de la construction de nouveaux bâtiments administratifs pour le SHAPE (*Supreme Allied Powers in Europe*) à Mons.

Rubrique 2 – Identification du candidat

La firme :

Raison sociale ou dénomination	
Forme juridique	
Nationalité	
Adresse du siège social Code postal - Localité	
Numéro de téléphone	
Adresse courriel	
Personne à contacter	
Numéro d'immatriculation ONSS / INASTI	
Numéro d'identification unique	

Ou

Le(s) soussigné(s) :

Nom et prénom	
Qualité ou profession	
Nationalité	
Adresse complète du domicile (Tél., E-mail, …)	

Ou

Groupement sans personnalité juridique :

À ce stade de la procédure, il doit déjà être indiqué le fait qu'un soumissionnaire ne puisse remettre qu'une offre par marché. Chaque participant à un groupement sans personnalité juridique (par exemple une société momentanée) est considéré comme un soumissionnaire (voir art. 56, § 2 AR1).

Rubrique 3 – Répondre aux critères de sélection repris dans l'invitation à introduire une demande de participation

a. Documents à fournir dans le cadre des critères d'exclusion

(1) Cas d'exclusion

a) Application de l'Art 63, §1 et §2 de l'AR1 – Critères d'exclusion obligatoires

La preuve que le candidat ne se trouve pas dans un des cas repris dans l'Art 63 sont :

- Pour le § 1er, § 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 8° : un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.
- Pour le § 2, 6° et 7° : cfr 3.a.(1).(b) et 3.a.(1).(c) ci-dessous.

b) Application de l'Art 64 de l'AR1 – Être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale selon la législation du pays dans lequel il est établi.

La preuve que le candidat est en règle avec lesdites obligations sera apportée de la manière suivante :

- Le candidat belge ne doit pas joindre à sa candidature une quelconque preuve, sa situation sera directement vérifiée par le pouvoir adjudicateur via l'application TELEMARC.
- Le candidat non belge doit prouver qu'il est en règle, avec ses obligations selon les dispositions légales du pays où il est établi, par la production d'un certificat (« *Declaration of eligibility* ») délivré par les autorités compétentes du pays concerné. Lorsqu'un tel document ou certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par le candidat concerné devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance. Si ce document n'est pas rédigé dans une des deux langues officielles de l'OTAN (le français ou l'anglais), il devra être accompagné d'une traduction dans une de ces deux langues.

Lorsque le candidat est un groupement d'entreprises, la preuve devra être apportée pour chaque membre du groupement.

c) Application de l'Art 65 de l'AR1 – Être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation du pays dans lequel il est établi.

La preuve que le candidat est en règle avec lesdites obligations sera apportée de la manière suivante :

- Le candidat belge ne doit pas joindre à sa candidature une quelconque preuve, sa situation sera directement vérifiée par le pouvoir adjudicateur via l'application TELEMARC.
- Le candidat non belge doit prouver qu'il est en règle, avec ses obligations selon les dispositions légales du pays où il est établi, par la production d'un certificat (« *Declaration of eligibility* ») délivré par les autorités compétentes du pays concerné. Lorsqu'un tel document ou certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par le candidat concerné devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance. Si ce document n'est pas rédigé dans une des deux langues officielles de l'OTAN (le français ou l'anglais), il devra être accompagné d'une traduction dans une de ces deux langues.

Lorsque le candidat est un groupement d'entreprises, la preuve devra être apportée pour chaque membre du groupement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de continuer à vérifier, dans chaque stade de la procédure de passation la conformité avec les critères d'exclusion, ceci conformément à l'art. 60, § 4 de l'AR1.

Le candidat se verra refuser l'accès à la procédure de passation d'un marché lorsque soit lui-même, soit une entreprise liée à lui, a été chargé(e) de la recherche, de l'expérimentation, de l'étude ou du développement de ce marché et pour autant qu'il retire de ces prestations un avantage qui empêche ou fausse les conditions normales de concurrence. Avant de décider d'exclure une demande de participation pour ce motif, le pouvoir adjudicateur demandera au candidat de lui fournir une justification pertinente démontrant qu'il ne bénéficie pas d'un pareil avantage.

b. Les documents à produire prouvant la capacité technique et professionnelle du candidat

(1) Application de l'Art 73, 3° de l'AR1 – Critère de sélection qualitatif

Le fournisseur devra présenter 3 références de scanner pour camions de technicité similaire de ces cinq dernières années, précédant l'invitation à soumissionner, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente, ou lorsque le destinataire a été un acheteur privé, par une attestation de l'acheteur ou, à défaut, simplement par une déclaration du fournisseur. Pour ces 3 références, le fournisseur devra fournir une attestation de bon fonctionnement édité par le client.

Rubrique 4 – Réutilisation de données ou de documents déjà utilisées (simplification administrative) (art. 62, § 2 AR1)

Le pouvoir adjudicateur admet que le candidat est dispensé de produire les renseignements et documents exigés pour un marché déterminé d'un même pouvoir adjudicateur s'il les a déjà fournis pour un autre marché à condition que le candidat précise dans cette demande de participation les références de cette procédure antérieure et que les renseignements et documents mentionnés répondent aux exigences requises.

Le candidat propose au pouvoir adjudicateur de réutiliser les documents suivants relatifs à un marché public précédent (numéro du cahier spécial des charges concret, année de l'introduction des documents proposés pour la réutilisation, le service dirigeant) :

Documents (n° du cahier spécial des charges)	Date	Service dirigeant concerné
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Si le pouvoir adjudicateur considère que les documents produits dans le cadre d'un marché public précédent sont en effet pertinents (les informations et documents doivent répondre aux exigences requises), après vérification avec le service dirigeant qui a reçu les documents à l'origine, alors ces documents seront réutilisés.

Si, cependant, le pouvoir adjudicateur considère que ces documents ne sont pas pertinents dans le cadre du présent marché public, le candidat devra encore produire les documents concernés dans le délai notifié au candidat par le pouvoir adjudicateur. Si le candidat n'est pas en mesure de produire les informations et documents concernés dans ce délai, le pouvoir adjudicateur doit constater une irrégularité.

Rubrique 5 – Accès de candidats de pays tiers à l'UE

Ce marché est réservé aux opérateurs économiques appartenant à un des pays membres de l'OTAN.

Rubrique 6 – Sous-traitance et appel à la capacité d'autres entités

Conformément à l'art. 79 de l'AR1 le candidat fournisseur qui veut faire valoir les capacités de sous-traitants ou d'autres entités doit prouver par le biais de la production d'un engagement de la part des sous-traitants ou des entités qu'ils mettront les moyens nécessaires à la disposition du fournisseur.

Les modalités concernant la sous-traitance seront déterminées dans le cahier spécial des charges.

Rubrique 7 – Conflits d'intérêts – mécanisme du tourniquet

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet ("revolving doors"), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes) du Ministère de la Défense, dans les deux (2) ans qui suivent sa/leur démission, son/leur départ à la retraite ou tout autre type de départ du Ministère de la Défense, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de sa demande de participation ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de sélection du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernées et ses/leurs activités dans le cadre de la procédure de sélection.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'art. 10 de la loi. Concrètement, cette sanction consiste à écarter la demande de participation.

Par l'introduction de cette demande de participation, le candidat déclare qu'à cet égard, il s'abstient et s'abstiendra de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes) du Ministère de la Défense, dans les deux (2) ans qui suivent sa/leur démission, son/leur départ à la retraite ou tout autre type de départ du Ministère de la Défense, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de sa demande de participation ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de sélection du présent marché. Il est également rappelé que de fausses déclarations relèvent du motif d'exclusion visé à l'art. 63, § 2, 8° de l'AR1 ; voir aussi rubrique 3, a. (1).

https://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2024/07/08_1.pdf#Page196

Rubrique 8 – Annexes

c. **Les documents suivants sont OBLIGATOIREMENT à joindre à la demande de participation :**

   (1) **La présente Ann A dûment complétée et signée par une (des) personne(s) habilitée(s) ou mandatée(s).**

   (1) **Les documents relatifs aux critères d'exclusion (Cfr Rubrique 3.a.(1) ci-dessus).**

   (2) **Les preuves relatives à la capacité technique et professionnelle (Cfr Rubrique 3.b.(1) ci-dessus).**

Rubrique 9 – Signature

Le(s) soussigné(s) est compétent pour la signature de cette demande de participation.

a. Le(s) soussigné(s) a (ont) été mandaté(s) par .....

   Son (leur) mandat ressort de l'annexe au MB N°..... du ..... (copie en Ann ...).

b. Le(s) soussigné(s) a (ont) reçu procuration par .....

   Sa (leur) procuration ressort de l'acte de procuration (copie en Ann ...) ;

   déposé le (date) ..... ;

   chez (nom) ..... ;

   à (adresse) .....

c. Remarque importante :

Le pouvoir adjudicateur souhaite attirer votre attention sur le fait que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'État, signer une offre n'est pas considéré comme un acte de gestion journalière.

Établi à (lieu) :

Le candidat,

Signature :

Nom :

Date :

Bijlage A – Aanvraag tot deelneming

Refertes:

- Policy for conducting International Competitive Bidding (ICB) – NATO Document AC/4-D/2261 (1996 Edition).
- Wet: Wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten op defensie- en veiligheidsgebied.
- KB1: Koninklijk besluit van 23 januari 2012 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten op defensie- en veiligheidsgebied.

Vak 1 - Voorwerp van de aanvraag tot deelneming

a. Uitnodiging tot het indienen van een aanvraag tot deelneming **SHAPE-NCIA N° 24VPA01.**

b. Voorwerp van de opdracht:

Levering, plaatsing en onderhoud van een vrachtwagenscanner, met detectie van de aanwezigheid van radiologische elementen, te realiseren in het kader van de bouw van nieuwe administratieve gebouwen voor SHAPE (*Supreme Allied Powers in Europe*) te Bergen.

Vak 2- Identificatie van de kandidaat

De firma:

Handelsnaam of benaming	
Rechtsvorm	
Nationaliteit	
Adres van de maatschappelijke zetel Postcode – Plaats	
Telefoonnummer	
E-mail adres	
Contactpersoon	
Inschrijvingsnummer RSZ / RSVZ	
Enig Identificatienummer	

Of

De ondergetekende(n):

Naam en voornaam	
Hoedanigheid of beroep	
Nationaliteit	
Woonplaats met volledig adres (Tel, E-mail, …)	

Of

Combinatie zonder rechtspersoonlijkheid:

In dit stadium dient reeds gewezen te worden op het feit dat een inschrijver slechts één offerte per opdracht mag indienen. Elke deelnemer aan een combinatie zonder rechtspersoonlijkheid (bijvoorbeeld tijdelijke handelsvennootschap) wordt beschouwd als een inschrijver. (cf. Art 56, § 2 KB1)

Vak 3 - Beantwoorden aan de selectiecriteria vermeld in de uitnodiging tot het indienen van een aanvraag tot deelneming

a. Documenten te leveren in het kader van de uitsluitingscriteria

(1) Uitsluitingsgevallen

(a) Toepassing van Art 63, §1 en §2 van KB1 – Verplichte uitsluitingsgevallen

Het bewijs dat de kandidaat zich niet in een van de in Art 63 genoemde gevallen bevindt, bestaat uit:

- Voor §1, §2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 8°: een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document, afgegeven door een gerechtelijke of administratieve instantie van het land van herkomst of afkomst, waaruit blijkt dat aan deze vereisten is voldaan.
- Voor §2, 6° en 7°: cfr 3.a.(1).(b) en 3.a.(1).(c) hieronder.

(b) Toepassing van Art 64 van KB1 – Voldoen aan zijn verplichtingen met betrekking tot de betaling van sociale zekerheidsbijdragen overeenkomstig de wetgeving van het land waarin hij is gevestigd.

Het bewijs dat de kandidaat aan deze verplichtingen heeft voldaan, wordt op de volgende wijze geleverd:

- De Belgische kandidaat hoeft geen bewijsstukken bij zijn aanvraag te voegen, zijn situatie wordt rechtstreeks door de aanbestedende overheid gecontroleerd via de TELEMARC-applicatie.
- De niet-Belgische kandidaat moet bewijzen dat hij voldoet aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke bepalingen van het land waar ze gevestigd zijn, door een attest ("*Declaration of eligibility*") van de bevoegde autoriteiten van het betrokken land voor te leggen. Wanneer een dergelijk document of getuigschrift niet wordt afgegeven in het betrokken land, mag het worden vervangen door een verklaring onder ede of door een plechtige verklaring die door de betrokken kandidaat wordt afgelegd ten overstaan van een gerechtelijke of administratieve autoriteit, een notaris of een gekwalificeerde beroepsorganisatie in het land van oorsprong of herkomst. Als dit document niet is opgesteld in een van de twee officiële talen van de NAVO (Frans of Engels), moet het vergezeld gaan van een vertaling in een van deze twee talen.

Als de kandidaat een consortium is, moet voor elk lid van het consortium een bewijs worden verstrekt.

(c) Toepassing van Art 65 van KB1 – Voldoen aan zijn verplichtingen met betrekking tot de betaling van belastingen en heffingen overeenkomstig de wetgeving van het land waarin hij is gevestigd.

Het bewijs dat de kandidaat aan deze verplichtingen heeft voldaan, wordt op de volgende wijze geleverd:

- De Belgische kandidaat hoeft geen bewijsstukken bij zijn aanvraag te voegen, zijn situatie wordt rechtstreeks door de aanbestedende overheid gecontroleerd via de TELEMARC-applicatie.
- De niet-Belgische kandidaat moet bewijzen dat hij voldoet aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke bepalingen van het land waar ze gevestigd zijn, door een attest ("*Declaration of eligibility*") van de bevoegde autoriteiten van het betrokken land voor te leggen. Wanneer een dergelijk document of getuigschrift niet wordt afgegeven in het betrokken land, mag het worden vervangen door een verklaring onder ede of door een plechtige verklaring die door de betrokken kandidaat wordt afgelegd ten overstaan van een gerechtelijke of administratieve autoriteit, een notaris of een gekwalificeerde beroepsorganisatie in het land van oorsprong of herkomst. Als dit document niet is opgesteld in een van de twee officiële talen van de NAVO (Frans of Engels), moet het vergezeld gaan van een vertaling in een van deze twee talen.

Als de kandidaat een consortium is, moet voor elk lid van het consortium een bewijs worden verstrekt.

De aanbestedende overheid zal in elk stadium van de gunningsprocedure de conformiteit met de uitsluitingscriteria kunnen blijven toetsen, in overeenstemming met art. 60, § 4 van het KB1).

De kandidaat wordt uitgesloten van de toegang tot de gunningsprocedure van een opdracht, indien hij of een daarmee verbonden onderneming belast werd met het onderzoek, de beproeving, de studie of de ontwikkeling van die opdracht en hij door die prestaties een voordeel geniet dat de normale mededingingsvoorwaarden verhindert of vervalst. Alvorens zijn aanvraag tot deelneming om die reden uit te sluiten, zal de aanbestedende overheid aan de kandidaat vragen afdoende verantwoording te bezorgen waarmee hij kan aantonen geen dergelijk voordeel te genieten.

b. Documenten te leveren die de technische en professionele bekwaamheid van de kandidaat aantonen

(1) Toepassing van Art 73, 3° van KB1 – Kwalitatief selectiecriterium

De leverancier moet drie referenties voor vrachtwagenscanners van vergelijkbare technische aard overleggen uit de afgelopen vijf jaar, voorafgaand aan de uitnodiging tot inschrijving, met vermelding van het bedrag en de datum en van de publiek- of privaatrechtelijke instanties waarvoor zij bestemd waren. De leveringen worden aangetoond door attesten die de bevoegde autoriteit heeft afgegeven of medeondertekend of in geval van leveringen voor een particuliere afnemer door attesten van de afnemer of bij ontstentenis eenvoudigweg door een verklaring van de leverancier. Voor deze drie referenties moet de leverancier een door de klant afgegeven attest van goede werking overleggen.

Vak 4- Hergebruik van reeds verstrekte inlichtingen of documenten (administratieve vereenvoudiging) (Art 62 § 2 van het KB1)

De aanbestedende overheid laat toe dat de kandidaat de gevraagde inlichtingen en documenten niet opnieuw dient voor te leggen indien hij dit reeds gedaan heeft voor een andere procedure, uitgeschreven door dezelfde Aanbestedende Overheid, op voorwaarde dat hij die procedure precies vermeldt in deze aanvraag tot deelneming en mits de bedoelde inlichtingen en documenten aan de gestelde vereisten beantwoorden.

De kandidaat stelt aan de aanbestedende overheid voor om de hierna vermelde referenties inzake een vroegere overheidsopdracht (concreet besteknummer, jaartal van indienen van de documenten en de leidende dienst) te laten hergebruiken:

Documenten (met besteknummer)	Datum van overmaken	Betrokken leidende dienst
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Indien de aanbestedende overheid oordeelt dat de hierboven vermelde reeds overgelegde documenten in het kader van een vorige overheidsopdracht inderdaad relevant zijn (de bedoelde inlichtingen en documenten dienen namelijk aan de gestelde vereisten te beantwoorden), na controle met de leidende dienst die de vorige documenten heeft ontvangen, dan zullen deze documenten worden hergebruikt.

Indien de aanbestedende overheid echter oordeelt dat deze documenten niet relevant zijn in het kader van deze overheidsopdracht, dan dient de kandidaat alsnog de betrokken documenten voor te leggen binnen een door de aanbestedende overheid aan de kandidaat te betekenen termijn. Indien de kandidaat of inschrijver er niet in slaagt om binnen deze termijn de bedoelde inlichtingen en documenten voor te leggen, dan dient de Aanbestedende Overheid te besluiten tot een onregelmatigheid.

Vak 5 - Toegang van kandidaten uit derde landen buiten de EU

Deze overheidsopdracht is voorbehouden aan economische actoren die afkomstig zijn uit een van de NAVO-lidstaten.

Vak 6 - Onderaanneming en beroep op draagkracht andere entiteiten

In overeenstemming met Art 79 (KB Plaatsing Defensie en veiligheid) dient de kandidaat leverancier die zich wenst te beroepen op de draagkracht van onderaannemers of andere entiteiten dit te bewijzen door middel van de overlegging van een verbintenis vanwege deze onderaannemers of entiteiten om de leverancier de noodzakelijke middelen ter beschikking te stellen.

De modaliteiten inzake onderaanneming zullen in het bestek worden bepaald.

Vak 7 - Belangenvermenging – draaideurconstructies

In het kader van de strijd tegen belangenvermenging, meer in het bijzonder de draaideurconstructie ('revolving doors') zoals bepaald in de wet van 8 mei 2007 houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de corruptie, gedaan te New York op 31 oktober 2003, onthoudt de kandidaat zich ervan een beroep te doen op een of meerdere vroegere (interne of externe) medewerkers van het Ministerie van Landsverdediging, binnen twee jaar volgend op het ontslag, de opruststelling of elk ander vertrek uit het Ministerie van Landsverdediging, op welke wijze ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, met het oog op de voorbereiding en/of de indiening van zijn aanvraag tot deelneming of een andere tussenkomst in het kader van de selectieprocedure van deze opdracht.

Dit althans voor zover er een direct verband bestaat tussen de vroegere activiteiten van de betrokken persoon/personen bij de aanbestedende overheid en zijn/hun verrichtingen in het kader van de selectieprocedure.

Inbreuken op deze maatregel die tot gevolg hebben dat de normale mededingingsvoorwaarden vertekend kunnen zijn, worden gesanctioneerd volgens de bepalingen van Art 10 van de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, in concreto, de wering van de aanvraag tot deelneming.

Door het ondertekenen van deze aanvraag tot deelneming (zie vak 8) verklaart de kandidaat in dat verband bovendien dat hij, geen beroep doet of zal doen op een of meerdere vroegere (interne of externe) medewerkers van het Ministerie van Landsverdediging, binnen twee jaar volgend op het ontslag, de opruststelling of elk ander vertrek uit het Ministerie van Landsverdediging, op welke wijze ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, met het oog op de voorbereiding en/of de indiening van deze aanvraag tot deelneming of een andere tussenkomst in het kader van de selectieprocedure van deze opdracht. Hierbij wordt er tevens aan herinnerd dat het afleggen van valse verklaringen valt onder de uitsluitingsgrond van Art 63, § 2, 8° van het KB Plaatsing D&V van 23 januari 2012; zie ook vak 3.a.(1).

https://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2024/07/08_1.pdf#Page196

Vak 8 - Bijlagen

Volgende documenten zijn VERPLICHT toe te voegen aan de aanvraag tot deelneming:

(1) **Voorliggende Bijl A volledig ingevuld en ondertekend door (een) bevoegd(e) of gemandateerd(e) perso(o)n(en).**

(2) **Documenten m.b.t. uitsluitingscriteria (Cfr Vak 3.a.(1) hierboven).**

(3) **Bewijzen m.b.t. de technische en professionele capaciteit (Cfr Vak 3.b.(1) hierboven).**

Vak 9- Ondertekening

De ondergetekende(n) is bevoegd om voor de kandidaat een aanvraag tot deelneming te ondertekenen.

a. De ondergetekende(n) werd(en) gemachtigd door.....

Zijn (hun) volmacht blijkt uit bijlage aan het BS Nr ..... van .....
(Kopie in bijlage)

b. De ondergetekende(n) werd(en) gemachtigd door .....

Zijn (hun) volmacht blijkt uit de akte van volmacht;

neergelegd op (datum) .....;

bij (naam) .....;

te (adres) .....

c. Belangrijke opmerking:

De aanbestedende overheid wenst te benadrukken dat volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State de ondertekening van een aanvraag tot deelneming niet beschouwd wordt als een daad van dagelijks bestuur.

Opgemaakt te (plaats) :

De kandidaat,

Handtekening :

Naam :

Datum :

Annexe B - Modalités relatives à l'introduction d'une demande de participation

a) Exigences formelles

1) La demande de participation sera introduite en utilisant le modèle qui accompagne la publication de l'invitation à introduire une demande de participation.

2) La demande de participation sera rédigée soit entièrement en néerlandais, soit en français, à l'exclusion de toute autre langue.

3) L'introduction de la demande de participation et la façon de l'introduire est régie par les art. 53 à 56 de l'AR1.

4) La demande de participation doit être introduite :

- Soit par recommandé au service dirigeant.
- Soit par porteur, au service dirigeant, contre remise d'un accusé de réception. Les bureaux du PMT sont accessibles durant les jours ouvrables de 08h00 à 16h00.
- Soit par voie électronique, à l'adresse suivante : PMTSHAPENCIA-24VPA01@mil.be.

5) Aucune session d'ouverture des demandes de participation publique ne sera organisée.

b) Référence

Le présent marché porte la référence 24VPA01. Cette référence devra être mentionnée dans toute correspondance.

c) Lieu et date

Les demandes de participation doivent être introduites **au plus tard le 04/05/26 à 11h**.

d) Service dirigeant

Project Management Team SHAPE-NCIA

Demande de participation au marché public 24VPA01

Rue Grande 238

7020 Maisières

Belgique

e) Procédure

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres international (International Competitive Biddding « ICB ») exposée dans le document AC/4-D2261 (édition 1996). Selon cette procédure, le marché est attribué au soumissionnaire sélectionné le moins disant dont l'offre est régulière et conforme au cahier spécial des charges.

f) Déroulement de la procédure

Afin d'optimiser le déroulement de la procédure d'acquisition, le déroulement de la procédure est mentionné à titre purement indicatif. Le candidat ne peut puiser aucun droit de ces informations de planification qui ne lient en aucun cas le pouvoir adjudicateur.

1) Demande de participation

Les candidats intéressés introduisent leur demande de participation auprès du service dirigeant mentionné au point c. ci-dessus avant la date mentionnée au point b. ci-dessus.

Sur base du dossier introduit par le candidat, il faut que le pouvoir adjudicateur soit en mesure de déterminer si le candidat répond aux critères de sélection.

2) Procédure de sélection

Sur base des demandes de participation, une analyse et évaluation permettra de déterminer quels candidats répondent aux critères de sélection.

Les candidats non sélectionnés recevront les motifs de leur non-sélection sous forme d'un extrait de la décision motivée de sélection.

Seuls les candidats sélectionnés recevront le cahier spécial des charges relatif au marché public concerné.

3) Envoi du cahier spécial des charges

Le pouvoir adjudicateur enverra le cahier spécial des charges aux candidats sélectionnés, probablement au mois de juin 2026.

4) Remise des offres

Les offres des candidats sélectionnés devront être déposées en septembre 2026. La date limite réelle sera intégrée dans le cahier spécial des charges.

5) Début du marché concerné

La date de début planifiée du marché sera déterminée dans le cahier spécial des charges.

g) Exécution

Il est à noter que conformément à la loi du 18 juillet 1966, l'exécution du marché se fera en langue française.

Bijlage B - Modaliteiten met betrekking tot het indienen van een aanvraag tot deelneming

a) Formele vereisten

1) De aanvraag tot deelneming zal ingediend worden door gebruik te maken van het model dat meegestuurd wordt met de publicatie van de uitnodiging tot het indienen van een aanvraag tot deelneming.

2) De aanvraag tot deelneming zal hetzij volledig in het Nederlands, hetzij volledig in het Frans worden opgesteld, met uitsluiting van iedere andere taal.

3) De aanvraag tot deelneming en de wijze van indienen wordt integraal bepaald door Art. 53 tot 56 van het KB1.

4) De aanvraag tot deelneming moet ingediend worden:

- Hetzij per aangetekende zending aan de leidende dienst.
- Hetzij via overhandiging door een drager aan de leidende dienst, in ruil van een ontvangstbevestiging. De burelen van PMT zijn toegankelijk van 08u00 tot 16u00.
- Hetzij per elektronische middelen aan dit emailadres: PMTSHAPENCIA-24VPA01@mil.be.

5) Er wordt geen openingszitting georganiseerd voor de opening van de aanvragen tot deelneming.

b) Referentie

Deze overheidsopdracht draagt de referentie 24VPA01. Deze referentie moet in alle correspondentie worden vermeld.

c) Plaats en datum

De aanvragen tot deelneming dienen ingediend worden **vóór 04/05/26 om 11u00**.

d) Leidende dienst

Project Management Team SHAPE-NCIA

Aanvraag tot deelneming aan de overheidsopdracht 24VPA01

Rue Grande 238

7020 Maisières

Belgique

e) Procedure

Dit is een internationale aanbestedingsprocedure (International Competitive Bidding « ICB ») die wordt beschreven in document AC/4-D2261 (uitgave 1996). Volgens deze procedure wordt het contract gegund aan de geselecteerde laagste bieder wiens offerte in orde is en voldoet aan het bestek.

f) Verder verloop van de procedure

Met het oog op een optimaal verloop van de verwervingsprocedure wordt u, louter indicatief, op de hoogte gebracht van het geplande verdere verloop van de procedure. De kandidaat kan uit dit deze planningsgegevens, die de aanbestedende pverheid totaal niet verbinden, geen enkel recht putten.

1) Aanvraag tot deelneming

Geïnteresseerde kandidaten dienen hun aanvraag tot deelneming in bij de leidende dienst vermeld in punt c. hierboven voor de datum in punt b. hierboven.

Op basis van het door hem ingediend dossier dient te blijken dat de kandidaat aan de selectiecriteria beantwoordt.

2) Selectieprocedure

Op basis van de ingediende aanvragen tot deelneming zal er geanalyseerd en geëvalueerd worden welke kandidaten aan de selectiecriteria beantwoorden.

De niet-geselecteerde kandidaten zullen de motieven voor hun niet-selectie ontvangen in de vorm van een uittreksel van de gemotiveerde selectiebeslissing.

Enkel de geselecteerde kandidaten zullen het bestek voor de betrokken overheidsopdracht ontvangen.

3) Versturen van het bestek

De aanbestedende overheid maakt het bestek over aan de geselecteerde kandidaten, vermoedelijk in de maand van juni 2026.

4) Indienen van de offertes

De offertes van de geselecteerde kandidaten moeten in september 2026 worden ingediend. De werkelijke limietdatum zal in het bestek worden vermeld.

5) Start van de betrokken opdracht

De geplande startdatum van de opdracht zal in het bestek vermeld worden.

g) <u>Uitvoering</u>

Overeenkomstig de wet van 18 juli 1966 zal de uitvoering van de opdracht in het Frans gebeuren.